

# Séance n° 3. Production, activité, activité

## Cours

### Références

- Christine Delphy, « Travail ménager ou travail domestique ? », in *L'ennemi principal. 1. L'économie politique du patriarcat*, Syllepse, 1998 (1ère éd. 1978) p. 57-73
- Jean Gadrey et Florence Jany-Catrice, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, 2005
- Annie Fouquet, « La statistique saisie par le genre », in J. Laufer, C. Marry et M. Maruani (dir.), *Le travail du genre*, La Découverte, 2003 p. 280-298.
- Annie Fouquet, « L'invention de l'inactivité », *Travail, genre et sociétés*, 11/2004, p. 47-62
- Christian Topalov, « Une révolution dans les représentations du travail : l'émergence de la catégorie statistique de "population active" au XIX<sup>e</sup> siècle en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis », *Revue française de sociologie*, vol. 40, n° 3, 1999, p. 445-473

### 1. La mesure de la production : PIB et croissance

Qu'est-ce que cela signifie, qu'est-ce que la croissance ? La croissance de quoi ? Si la croissance est « en berne », va-t-on être moins riche ? Qu'est-ce que cela veut dire : la croissance est de 1% ?

A l'échelle de l'histoire de l'humanité, l'idée de « croissance » économique est nouvelle. Pendant tout le Moyen Age par exemple, l'économie est stationnaire : chaque année, sauf problème climatique, on refait la même récolte que l'année précédente. Il n'y a pas de croissance, ni de croissance qui ralentit, ou de croissance en berne.

A partir de la fin du 18<sup>e</sup> siècle, révolution industrielle : chaque année on produit plus (et autre chose) que l'année précédente. L'idée de progrès apparaît à la même époque. Mécanisation de l'agriculture, série d'innovations industrielles, de concentrations de main-d'oeuvre, développement de l'urbanisation... Les richesses augmentent, même rapportées au nombre d'habitants (développer le PIB par habitant). Mais même au 19<sup>e</sup> siècle où l'on découvre l'idée et la réalité de la croissance, celle-ci, selon nos canons actuels, n'est pas très forte :

La croissance en Europe occidentale, taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant (en %)

| 1820-1870 | 1870-1913 | 1913-1950 | 1950-1973 | 1973-1998 |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 0,9       | 1,3       | 0,8       | 4,1       | 1,8       |

Même pendant la période après 1973, qui est supposée être celle de la crise, le taux de croissance est supérieur à ce qu'on observait pendant la révolution industrielle. En même temps, c'est aussi à partir de cette période que les notions de croissance et de PIB sont remises en cause ; de plus en plus de gens (militants, chercheurs, et même responsables de grandes institutions internationales...) soutiennent que le PIB, la croissance n'ont rien à voir avec le bien-être des populations.

Pourtant dans le même temps, le PIB et la croissance continuent d'occuper du temps à la télé et des colonnes dans les journaux pour savoir si « la croissance sera au rendez-vous ».

Il est donc important de savoir un peu mieux ce que mesure et ce que ne mesure pas le PIB.

### 1.1. La définition du PIB

Le PIB est la somme de toutes les productions de biens et de services qui se vendent, ou qui coûtent monétairement, *produites par du travail rémunéré*, sur le territoire national (produites par des agents résidents nationaux ou étrangers).

(Différent du PNB qui compte les productions des agents nationaux sur le territoire ou à l'étranger, mais excluant les agents étrangers sur le territoire national.)

Comment estimer la valeur d'un produit ? Deux possibilités :

- Il s'agit d'une production marchande, comme la baguette vendue par le boulanger. A ce moment-là, pas de problème : la valeur de la baguette c'est son prix de vente, 80 centimes.
- Il s'agit d'une production non marchande : les consommateurs ne paient pas (ou pas directement) pour cette production. Par exemple, la lumière des réverbères dans la rue : on en profite, on la consomme, mais on ne paie pas directement pour ce service, il n'y a pas un prix de vente fixé (on paie indirectement par le biais des impôts). Dans ce cas-là, on va considérer que la valeur de la production est égale à son coût de production. Ce n'est pas très difficile car il y a bien des échanges et une valeur monétaires qui président à cette production (salaires payés aux salariés, coût du capital...).

### 1.2. Les sources du PIB

Concernant l'Etat, la source est facilement accessible : ce sont les tableaux budgétaires des recettes et dépenses de l'Etat (et qui sont par exemple débattus chaque année lors du vote du budget au Parlement).

Concernant le secteur privé, les choses sont plus compliquées. L'INSEE rassemble deux types de sources :

- la source (administrative) fiscale
- l'enquête annuelle sur les entreprises et l'enquête sur les logements

C'est pourquoi il faut lire avec précaution les évolutions du PIB sur la longue période, car on peut penser que c'est plus ou moins bien renseigné selon les époques (selon le niveau d'impôt des sociétés et de fraude, et la facilité avec laquelle les entreprises répondent aux enquêtes). Au début du 19<sup>e</sup> siècle, il y a un fort développement de la statistique industrielle et agricole. Mais idéologiquement le libéralisme économique devient très fort des années 1860 à 1930 et pratiquement beaucoup d'entreprises sont très hostiles à l'Etat, donc répondent sans doute moins bien qu'aujourd'hui à ses interpellations.

### 1.3. Lire les évolutions du PIB et de sa répartition

Une augmentation du PIB = une augmentation des productions ayant une valeur monétaire. Ce qui peut vouloir dire :

- une augmentation des biens et services produits
- une augmentation de la monétarisation des biens et services produits

Exemple : il y a une dame qui vient faire le ménage chez moi. Au début je la paie au noir : transaction marchande, mais non déclarée, il y a peu de chances pour qu'elle soit comptabilisée dans le PIB. Elle demande à être payée en chèques emplois services, donc déclarée. J'accepte, à ce

moment-là sa production apparaît dans le PIB. Puis je l'épouse : je ne fais rien à la maison, c'est elle qui fait tout le travail ménager (comme avant donc), mais gratuitement puisque c'est mon épouse. Donc sa production n'apparaît plus dans le PIB.

Le montant et la variation du PIB expriment une richesse globale, mais pas comment elle est répartie. S'il y a un euro de croissance, cet euro va-t-il dans la poche d'un pauvre ou d'un riche ? D'un salarié ou d'un actionnaire ?

L'INSEE détaille la répartition du PIB entre :

- La rémunération des salariés : ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs.
- L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation. En gros c'est le profit des entreprises.
- Le revenu mixte brut : solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur. C'est donc le revenu des travailleurs indépendants (artisans, commerçants, professions libérales...).

Sont ajoutés les impôts et retranchés les subventions d'exploitation, mais ce qui nous intéresse ici est surtout la répartition du PIB entre les trois grandes catégories : rémunération des salariés, revenu des entreprises et revenu indépendants.

#### **1.4. Les critiques contre la mesure du PIB**

La plupart des critiques tournent autour du fait que dès qu'il y a production ayant une valeur monétaire, et quelle que soit l'objectif ou l'usage de cette production, le PIB augmente ; et qu'en revanche de nombreuses productions qui n'ont pas de valeur monétaire ne sont pas comptées dans le PIB, alors qu'elles sont essentielles à la vie sociale.

##### *1.2.1. On ne mesure pas les dégâts de la croissance*

- Si les embouteillages sont de plus en plus longs et que les gens consomment de plus en plus d'essence ;
- S'il faut reconstruire une usine qui a explosé ;
- Si une usine pollue et qu'il faut ensuite payer une entreprise pour dépolluer ;
- Si les loyers sont de plus en plus élevés et que, pour les payer, les gens doivent « travailler plus pour gagner plus » ;
- Si le président de la République augmente le budget de l'armée pour préparer la guerre ;
- etc.

Dans toutes ces situations le PIB augmente mécaniquement. Est-ce que ce sont des situations enviables pour autant ?

- Des pertes non comptabilisées, et qui font au contraire augmenter le PIB.

La destruction organisée de la forêt amazonienne est une activité qui fait progresser le PIB mondial. Nulle part, on ne compte la perte du patrimoine naturel qui en résulte, ni ses conséquences diverses

sur le climat, la biodiversité, le long terme et les besoins des générations futures.

- Des « dépenses défensives » qui font elles aussi augmenter le PIB.

Une société où il y a beaucoup d'accidents de la route, qui vont exiger des soins médicaux, des réparations de véhicules, des services d'urgence, etc., aura tendance, toutes choses égales par ailleurs, à avoir un PIB plus gros qu'une société où les gens conduisent prudemment. Plus précisément, elle aura tendance à orienter une plus grande partie de ses ressources économiques et de ses activités vers la réparation des dégâts, sans progression globale du bien-être, plutôt que vers la production de bien-être supplémentaire.

### *1.2.2. On ne compte pas des contributions essentielles*

- La sieste ne fait pas augmenter le PIB. Plus de siestes peut même le faire descendre alors que, d'un point de vue subjectif, cela peut être vu positivement, comme une amélioration du bien-être.

Si, pour atteindre des taux de croissance élevés, on contraint ou on incite les gens à travailler de plus en plus, et à avoir moins de loisirs et de temps libre, ce phénomène ne sera vu que sous l'angle du progrès du PIB, car le PIB ne considère pas que la progression du temps libre est une richesse digne d'être comptée.

Aux Etats-Unis, depuis 1980, le temps de travail annuel moyen par personne a progressé de l'équivalent de cinq semaines de travail par an (204 heures), contrairement à ce qui s'est passé dans presque tous les pays européens.

- L'activité bénévole, justement parce qu'elle est bénévole, volontairement non rémunérée, n'est pas comptée dans le PIB. Autrement dit : plus les gens sont généreux et font des choses gratuitement, plus la croissance est faible voire négative.

D'après l'INSEE, en 2002, il y a 12 millions de bénévoles parmi les 15 ans et plus en 2002, c'est-à-dire un quart de la population.

- Le travail domestique.

Exemple de ma femme de ménage...

Est-ce parce qu'il n'a pas de valeur marchande que le travail domestique n'est pas compté dans le PIB ? Mais l'INSEE donne une valeur marchande à des productions qui ne sont pas vendues, lorsque des agriculteurs consomment leurs propres productions.

Cela peut sembler curieux de compter l'autoconsommation agricole dans le PIB si l'on reprend la définition du PIB comme somme des productions de biens et de services qui se vendent, ou qui coûtent monétairement, *produites par du travail rémunéré*. Mais ici, l'INSEE considère que c'est produit par du travail rémunéré, car le ménage agricole se rémunère lui-même (en mangeant sa production) pour une production qu'il aurait pu vendre. Mais comment faire la distinction entre ce travail là et le travail ménager ?

Or le temps total passé au travail domestique non rémunéré est du même ordre de grandeur, dans les pays développés que le temps total de travail rémunéré. Prendre en considération le travail domestique pourrait donc faire doubler le PIB.

## **2. Qu'est-ce que l'activité ?**

### **2.1. Définir le travail et l'activité**

Si, dès 1791, la loi sur les recensements prévoyait de recueillir des renseignements sur « la profession et les autres moyens d'existence », ce n'est qu'en 1851 que la question fut effectivement posée. Les tableaux des recensements de la seconde moitié du XIXe siècle font apparaître en ligne une liste de professions et séparent en colonnes ceux qui exercent cette profession et *ceux qui en dépendent*.

Le recensement impose un relevé familial, qui classe sous la profession du chef de famille sa femme, ses enfants, à condition qu'ils n'exercent pas d'autre profession, leurs domestiques, leurs employés ainsi que la famille et les domestiques de ces derniers. La situation propre des femmes « au foyer », qui travaillent pour leur mari (et souvent pour des produits mis sur le marché mais dont elles ne touchent pas le prix), est donc invisibilisée, de même que celle des domestiques, en majorité des femmes.

Il n'y a pas de notion d'activité, même si la distinction entre ceux qui exercent une profession et ceux qui en dépendent commence à en dessiner les contours.

Au recensement de 1896, une série de ruptures donnent à la « population active » son sens contemporain :

- le relevé des professions se fait désormais de manière individuelle et non plus familiale

- la « classe domestique » ou classe de « ceux qui dépendent » d'un professionnel est désormais séparée en deux, selon le critère de la rémunération : les domestiques quittent la population inactive et deviennent actifs, tandis que « la femme faisant exclusivement son ménage » est classée comme inactive (le problème étant, on va le voir, de tracer la frontière entre les femmes qui ne se consacrent qu'à des activités ménagères et celles qui prennent également part à la profession rémunérée de leur mari).

- les rentiers ou « individus vivant exclusivement de leurs revenus » sont désormais écartés de la population active : pour être dans la population active, il faut exercer une activité rémunérée, le fait d'être rémunéré ne suffit pas.

*Si l'on s'arrête à ces critères, on remarquera que la question de qui est actif ou ne l'est pas est fortement liée à la question de ce qui entre dans le PIB et ce qui n'y entre pas. Parce que le travail domestique est supposé sans valeur, ou en tout cas que sa valeur ne mérite pas d'être estimée et incorporée à la richesse nationale, les personnes qui l'accomplissent n'ont pas à être jugées actives. Une bonne part de l'activité humaine est donc laissée de côté par la mesure de l'activité. Mais curieusement, pendant que les femmes au foyer sont inactives, des gens sans activité peuvent être reconnus comme actifs, ce sont les chômeurs. Car un nouveau critère est introduit.*

- si la profession est attachée à l'individu, on cherche à savoir s'il l'exerce toujours. S'il est retraité (ce qui est encore un cas minoritaire, les premières pensions de retraite seront mises en œuvre en 1910), il sera classé comme inactif. S'il est sans emploi alors qu'il pourrait en exercer un et en cherche un, il est chômeur et classé comme actif. La notion de « population active » n'est donc pas tant définie par le fait d'exercer une activité rémunérée que la faculté d'exercer une activité rémunérée.

## **2.2. Problèmes pratiques d'identification : classer l'activité des femmes**

Dès le 19<sup>e</sup> siècle, nombreuses sont les femmes qui travaillent pour le marché, et pas seulement au foyer. Mais elles travaillent aussi au foyer : c'est ce qu'on appelle aujourd'hui la « double journée ». On se demande comment les classer.

Il est alors précisé que les femmes « occupées à la fois à leur ménage et à une industrie qu'elles exercent en propre soit dans un atelier, soit chez elles » doivent être classées suivant cette industrie.

En revanche, le cas des femmes qui travaillent avec leur mari est plus délicat « parce qu'il est souvent à peu près impossible de déterminer si la part qu'elles prennent à l'exploitation est notable ou insignifiante » (SGF). Ainsi, dans le cas des femmes, toute activité effectuée à domicile et ne donnant pas lieu à une rémunération distincte pose un problème de caractérisation dans le cadre d'une définition strictement marchande du travail (cas des agricultrices, dont la production peut être consommée par le ménage ou vendue). En outre, seule la profession principale est retenue, or les femmes cumulent souvent plusieurs activités (ce qui est moins vrai des hommes).

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les agents recenseurs ont tendance à considérer systématiquement que les épouses travaillant pour leur mari sont inactives. Les statisticiens chercheront à lutter contre cette tendance, en demandant aux agents recenseurs d'être plus vigilants sur la réalité de l'activité, pour mieux séparer le ménager de l'activité marchande.

Exemple : les femmes d'agriculteurs

Considérant qu'il est trop difficile de faire ce partage entre l'activité ménagère et l'activité rémunérée dans le cas des femmes d'agriculteurs, les statisticiens donnent consigne aux agents recenseurs, depuis 1896, de classer automatiquement ces femmes là comme actives à temps plein.

Au recensement de 1954, ne seront comptées comme actives agricoles que les femmes n'exerçant pas d'activité salariée ailleurs.

Au recensement de l'agriculture en 1963, la définition de l'activité professionnelle se restreint encore pour se caler sur la norme du salariat industriel. Ne seront plus comptées comme actives à temps plein que les femmes ayant accompli au moins 8 heures de travail *productif* par jour, 300 jours par an. Le taux d'activité des femmes dans l'agriculture ne cesse de diminuer suite à ces définitions de plus en plus restrictives, quand bien même leur activité n'aurait pas changé.

Aujourd'hui, les femmes au foyer sont inactives, les aides familiales sont rattachées à la PCS de leur mari (aide familial PCS 2 ou PCS 3). Mais il reste difficile, aujourd'hui encore, de faire la part entre les deux : la femme qui fait un peu de comptabilité pour l'entreprise de bâtiment son mari tout en donnant à manger au bébé est-elle une femme au foyer ou une aide familiale ?

La manière dont elle sera classée dépend la manière dont elle-même se considère. Or beaucoup de femmes au 19<sup>e</sup> siècle se représentent difficilement comme appartenant au monde productif, même si elles y participent en travaillant pour leur mari.

Aujourd'hui on notera que près de 6 femmes au foyer (classées comme inactives donc) sur 10 disent souhaiter travailler. On mesure ici le flou de la frontière entre activité et inactivité...